

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4346

[2008/204365]

13 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités d'adaptation des montants visés à l'article 203 du Code wallon du Logement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 1^{er} et 203;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à l'acquisition d'un logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une prime à l'adaptation des logements aux personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 novembre 2008;

Vu l'avis 30.949/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 janvier 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o indice des prix à la consommation d'une année : la moyenne arithmétique des indices des prix à la consommation des douze mois de cette année. Pour la détermination de cette moyenne, les fractions de centièmes sont arrondies au centième supérieur ou négligées selon qu'elles atteignent ou non cinquante pourcent d'un centième;

2^o Code : le Code wallon du Logement.

Art. 2. Une première adaptation des montants visés à l'article 1^{er} du Code s'opère pour l'année 2009 sur base du rapport entre l'indice des prix à la consommation de l'année 2007 et l'indice des prix à la consommation de l'année 1997.

Les résultats obtenus sont arrondis à la centaine d'euros la plus proche.

Art. 3. Les adaptations ultérieures des montants visés à l'article 1^{er} du Code s'opèrent, au 1^{er} janvier, pour une année déterminée n, de la manière suivante :

1^o le rapport entre l'indice des prix à la consommation de l'année n-2 et l'indice des prix à la consommation de l'avant-dernière année qui précède celle pour laquelle l'adaptation précédente a été opérée est calculée;

2^o si ce rapport n'atteint pas 1,05, aucune adaptation des montants visés à l'article 1^{er} du Code n'est opérée;

3^o si ce rapport atteint ou dépasse 1,05, les montants visés à l'article 1^{er} du Code sont multipliés par le rapport entre l'indice des prix à la consommation de l'année n-2 et l'indice des prix à la consommation de l'année 1997. Les résultats obtenus sont arrondis à la centaine d'euros la plus proche.

Art. 4. Les montants visés à l'article 1^{er} du Code, repris dans les arrêtés du Gouvernement wallon suivants, sont adaptés dans les mêmes conditions et de la même manière que ce qui est prévu aux articles 2 et 3 :

a) arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à l'acquisition d'un logement;

b) arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable;

c) arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

d) arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

e) arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle;

f) arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques;

g) arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer;

h) arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une prime à l'adaptation des logements aux personnes handicapées;

i) arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie

j) arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social.

Art. 5. § 1^{er}. A l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer, les alinéas 1^{er}, 2 et 3 sont supprimés.

§ 2. A l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, le 3^e alinéa est supprimé.

§ 3. Au point 7 intitulé "Types de crédits hypothécaires et taux d'intérêt" du règlement du crédit hypothécaire social figurant en annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante : "Le RIG est majoré de € 1.860 par personne à charge".

§ 4. L'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 20 décembre 2007 est remplacée par l'annexe I^{re} du présent arrêté.

§ 5. L'annexe au règlement du Crédit hypothécaire social annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 6. A l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé de l'arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : "arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions du prêt" Tremplin "octroyé par la Région";

2° l'article 1^{er}, 3°, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° Logement : habitation implantée en Région wallonne dont la valeur vénale ne dépasse pas € 150.000 en cas d'acquisition et acquisition-rénovation ou dont le coût de construction ou d'achat d'une construction qui n'a jamais été occupée ne dépasse pas € 150.000 hors terrain, hors T.V.A.

La valeur vénale de l'habitation et le coût de construction ou d'achat d'une construction hors terrain, hors T.V.A. qui n'a jamais été occupée sont portés à la valeur du prix moyen des maisons d'habitation ordinaires de l'arrondissement hors terrain, hors T.V.A. dans lequel se situe l'habitation, sur la base des statistiques de l'année N-2 de l'Institut national des Statistiques, si la valeur de ce prix moyen est supérieure au montant de € 150.000. »;

3° à l'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "et sa durée est de quinze ans minimum, son taux étant éventuellement révisable après la dixième, la quinzième année et la vingtième" sont supprimés;

4° à l'article 3 du même arrêté, les §§ 1^{er} et 2 sont supprimés;

5° à l'article 4 du même arrêté, les mots "les modalités de traitement des dossiers de demande de prêt" "Jeunes" sont remplacés par les mots "les modalités de traitement des dossiers de demande de prêt" "Tremplin".

Art. 7. L'article 6 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les prêts contractés en 2009 et 2010, l'intervention de la Région visée à l'alinéa premier consiste en l'octroi d'une subvention, pendant les huit premières années du prêt :

— de 100 euros par mois pendant les deux premières années du prêt;

— de 50 euros par mois pendant les six années suivantes. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 9. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 novembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ANNEXE I^{re}

Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie

Catégorie	Sous-barème	RIG de	à
I	1		€ 11.400,00
	2	€ 11.400,01	€ 13.650,00
II	1	€ 13.650,01	€ 16.000,00
	2	€ 16.000,01	€ 18.200,00
	3	€ 18.200,01	€ 20.500,00
	4	€ 20.500,01	€ 22.700,00
	5	€ 22.700,01	€ 25.000,00

Catégorie	Sous-barème	RIG de	à
III	1	€ 25.000,01	€ 27.500,00
	2	€ 27.500,01	€ 30.000,00
	3	€ 30.000,01	€ 32.500,00
	4	€ 32.500,01	€ 35.000,00
	5	€ 35.000,01	€ 37.500,00

A majorer de 1.860 euros par enfant à charge.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 fixant les modalités d'adaptation des montants visés à l'article 203 du Code wallon du Logement.

Namur, le 13 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE II

Société wallonne du Crédit social

Catégorie	Sous-barème	RIG de	à
I	1		11.400,00
	2	€ 11.400,01	€ 13.650,00
II	1	€ 13.650,01	€ 16.000,00
	2	€ 16.000,01	€ 18.200,00
	3	€ 18.200,01	€ 20.500,00
	4	€ 20.500,01	€ 22.700,00
	5	€ 22.700,01	€ 25.000,00
III	1	€ 25.000,01	€ 27.500,00
	2	€ 27.500,01	€ 30.000,00
	3	€ 30.000,01	€ 32.500,00
	4	€ 32.500,01	€ 35.000,00
	5	€ 35.000,01	€ 37.500,00

A majorer de 1.860 euros par enfant à charge.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 fixant les modalités d'adaptation des montants visés à l'article 203 du Code wallon du Logement.

Namur, le 13 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4346

[2008/204365]

13. NOVEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der Modalitäten für die Anpassung der in Artikel 203 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Beträge und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region zugunsten der jungen Leute, die ein Hypothekendarlehen zum Ersterwerb von Wohneigentum aufnehmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches, insbesondere der Artikel 1 und 203;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Erwerb einer Wohnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Prämie für die Anpassung von Wohnungen für behinderte Personen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region zugunsten der jungen Leute, die ein Hypothekendarlehen zum Ersterwerb von Wohneigentum aufnehmen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der "Guichets du Crédit social" (Sozialkreditschalter);

Aufgrund des am 21. Oktober 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. November 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 22. Januar 2001 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 30.949/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Index der Verbraucherpreise eines Jahres: das arithmetische Mittel der Indexziffern der Verbraucherpreise der zwölf Monate dieses Jahres. Für die Festlegung dieses Mittels werden die Brüche von Hundertstel auf das nächste Hundertstel aufgerundet oder vernachlässigt, je nachdem sie fünfzig Prozent eines Hundertstels erreichen oder nicht.

2° Gesetzbuch: das Wallonische Wohngesetzbuch.

Art. 2 - Eine erste Anpassung der in Artikel 1 des Gesetzbuches erwähnten Beträge erfolgt für das Jahr 2009 auf der Grundlage des Verhältnisses zwischen dem Index der Verbraucherpreise des Jahres 2007 und dem Index der Verbraucherpreise des Jahres 1997.

Die ermittelten Resultate werden auf das nächste Hundert Euro auf- bzw. abgerundet.

Art. 3 - Die späteren Anpassungen der in Artikel 1 des Gesetzbuches erwähnten Beträge erfolgen am 1. Januar für ein bestimmtes Jahr *n* wie folgt:

1° Das Verhältnis zwischen dem Index der Verbraucherpreise des Jahres *n*-2 und dem Index der Verbraucherpreise des vorletzten Jahres vor demjenigen, für welches die vorige Anpassung vorgenommen wurde, wird berechnet.

2° wenn dieses Verhältnis 1,05 nicht erreicht, wird keine Anpassung der in Artikel 1 des Gesetzbuches erwähnten Beträge vorgenommen;

3° wenn dieses Verhältnis 1,05 erreicht oder überschreitet, werden die in Artikel 1 des Gesetzbuches erwähnten Beträge mit dem Verhältnis zwischen dem Index der Verbraucherpreise des Jahres *n*-2 und dem Index der Verbraucherpreise des Jahres 1997 multipliziert. Die ermittelten Resultate werden auf das nächste Hundert Euro auf- bzw. abgerundet.

Art. 4 - Die in Artikel 1 des Gesetzbuches erwähnten Beträge, die in den folgenden Erlassen der Wallonischen Regierung aufgeführt werden, werden unter denselben Bedingungen und in der gleichen Weise wie es in den Artikeln 2 und 3 vorgesehen wird, angepasst:

a) Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Erwerb einer Wohnung;

b) Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung;

c) Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;

d) Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;

e) Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren;

f) Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen;

g) Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen;

h) Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Prämie für die Anpassung von Wohnungen für behinderte Personen;

i) Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

j) Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" und der "Guichets du Crédit social";

Art. 5 - § 1 - In Artikel 4 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen werden die Absätze 1, 2 und 3 gestrichen.

§ 2 - In Artikel 8 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" wird Absatz 3 gestrichen:

§ 3 - In Punkt 7 mit der Überschrift "Art der Hypothekendarlehen und Zinssätze" der als Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" und der "Guichets du Crédit social" beigefügten Regelung des sozialen Hypothekendarlehens wird der letzte Absatz durch die folgende Bestimmung ersetzt: "Das global steuerpflichtige Einkommen wird um € 1.860 pro unterhaltsberechtigter Person erhöht.

§ 4 - Die Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 abgeänderten Fassung, wird durch die Anlage I zum vorliegenden Erlass ersetzt.

§ 5 - Die Anlage zur Regelung des sozialen Hypothekendarlehens, die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" und der "Guichets du Crédit social" beigefügt ist, wird durch die Anlage II zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 6 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region zugunsten der jungen Leute, die ein Hypothekendarlehen zum Ersterwerb von Wohneigentum aufnehmen, werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° die Überschrift des Erlasses wird durch folgende Überschrift ersetzt: "Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für das von der Region gewährte "Tremplin"-Darlehen;

2° Artikel 1, 3° desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«3° Wohnung: in der Wallonischen Region gelegene Wohnung, deren Verkehrswert im Falle eines Erwerbs oder einer Anschaffung-Renovierung € 150.000 nicht überschreitet, oder deren Baukosten oder Kosten für den Erwerb eines Gebäudes, das nie bewohnt wurde, € 150.000 exkl. Grundstück und MwSt. nicht überschreitet.

Der Verkehrswert der Wohnung oder die Baukosten oder Kosten für den Erwerb eines Gebäudes exkl. Grundstück und MwSt., das nie bewohnt wurde, werden auf den Wert des Durchschnittspreises der gewöhnlichen Wohnhäuser des Bezirks exkl. Grundstück und MwSt., in dem das Wohnhaus gelegen ist, erhöht, auf der Grundlage der Statistiken des Jahres N-2 des Nationalen Statistischen Instituts, wenn der Wert dieses Durchschnittspreises höher als dem Betrag von € 150.000 liegt»;

3° in Artikel 2, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "und hat eine Laufzeit von mindestens fünfzehn Jahren; sein Satz kann eventuell nach dem zehnten, dem fünfzehnten und dem zwanzigsten Jahr revidiert werden" gestrichen;

4° In Absatz 3 desselben Erlasses werden die §§ 1 und 2 gestrichen;

5° in Artikel 4 desselben Erlasses werden die Wörter "der Modalitäten für die Bearbeitung der Akten bezüglich der "Darlehensanträge für junge Leute"" durch die Wörter "der Modalitäten für die Bearbeitung der Akten bezüglich der Anträge für "Tremplin"-Darlehen" ersetzt.

Art. 7 - Artikel 6 desselben Erlasses wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Für die 2009 und 2010 aufgenommenen Darlehen besteht die in Absatz 1 erwähnte Beihilfe der Region in der Gewährung eines Zuschusses während der ersten acht Jahre des Darlehens:

- in Höhe von 100 Euro monatlich während der ersten zwei Jahre des Darlehens;
- in Höhe von 50 Euro monatlich während der nächsten sechs Jahre.»

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE I

"Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie"
(Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)

Kategorie	Untertarif	GSE von	bis
I	1		€ 11.400,00
	2	€ 11.400,01	€ 13.650,00
II	1	€ 13.650,01	€ 16.000,00
	2	€ 16.000,01	€ 18.200,00
	3	€ 18.200,01	€ 20.500,00
	4	€ 20.500,01	€ 22.700,00
	5	€ 22.700,01	€ 25.000,00

Kategorie	Untertarif	GSE von	bis
III	1	€ 25.000,01	€ 27.500,00
	2	€ 27.500,01	€ 30.000,00
	3	€ 30.000,01	€ 32.500,00
	4	€ 32.500,01	€ 35.000,00
	5	€ 35.000,01	€ 37.500,00

Um 1.860 Euro pro unterhaltsberechtigtes Kind zu erhöhen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2008 zur Festsetzung der Modalitäten für die Anpassung der in Artikel 203 des Wallonischen Wohnungsetzbuches erwähnten Beträge beigefügt zu werden.

Namur, den 13. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE II

“Société wallonne du Crédit social” (Wallonische Sozialkreditgesellschaft)

Kategorie	Untertarif	GSE von	bis
I	1		€ 11.400,00
	2	€ 11.400,01	€ 13.650,00
II	1	€ 13.650,01	€ 16.000,00
	2	€ 16.000,01	€ 18.200,00
	3	€ 18.200,01	€ 20.500,00
	4	€ 20.500,01	€ 22.700,00
	5	€ 22.700,01	€ 25.000,00
III	1	€ 25.000,01	€ 27.500,00
	2	€ 27.500,01	€ 30.000,00
	3	€ 30.000,01	€ 32.500,00
	4	€ 32.500,01	€ 35.000,00
	5	€ 35.000,01	€ 37.500,00

Um 1.860 Euro pro unterhaltsberechtigtes Kind zu erhöhen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2008 zur Festsetzung der Modalitäten für die Anpassung der in Artikel 203 des Wallonischen Wohnungsetzbuches erwähnten Beträge beigefügt zu werden.

Namur, den 13. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4346

[2008/204365]

13 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanpassing van de bedragen bedoeld in artikel 203 van de Waalse Huisvestingscode en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verleent aan jongeren die een hypothecaire lening aangaan om eigenaar van een eerste woning te worden

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 1 en 203;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de aankoop van een woning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de inrichting door natuurlijke personen van woningen, waarvoor een overeenkomst is afgesloten tegen een bescheiden huur;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 betreffende de toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelagen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot invoering van een premie voor de aanpassing van woningen ten behoeve van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verleent aan jongeren die een hypotheecaire lening aangaan om eigenaar van een eerste woning te worden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypotheekleningen van de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 oktober 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 november 2008;

Gelet op het advies nr. 30.949/4 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1^o indexcijfer der consumptieprijzen van één jaar : het rekenkundige gemiddelde van het indexcijfer der consumptieprijzen van de twaalf maanden van dat jaar. Voor de bepaling van bovengenoemd gemiddelde worden de breuken van honderdste delen naar boven afgerond of vergeten al naargelang ze al dan niet 50 % van een honderdste deel bereiken;

2^o Code : de Waalse Huisvestingscode.

Art. 2. Een eerste aanpassing van de bedragen bedoeld in artikel 1 van de Code wordt voor het jaar 2009 uitgevoerd op grond van de verhouding tussen het indexcijfer der consumptieprijzen van het jaar 2007 en het indexcijfer der consumptieprijzen van het jaar 1997.

De behaalde resultaten worden op het dichtstbijzijnde honderdtal euro's afgerond.

Art. 3. De latere aanpassingen van de in artikel 1 bedoelde bedragen van de Code gebeuren op 1 januari voor een bepaald jaar *n* als volgt :

1^o de verhouding tussen het indexcijfer der consumptieprijzen van het jaar *n*-2 en het indexcijfer der consumptieprijzen van het voorlaatste jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de vorige aanpassing is uitgevoerd, wordt berekend;

2^o als die verhouding niet 1,05 bereikt, worden de bedragen bedoeld in artikel 1 van de Code niet aangepast;

3^o als die verhouding 1,05 bereikt of overschrijdt, worden de in artikel 1 van de Code bedoelde bedragen vermenigvuldigd met de verhouding tussen het indexcijfer der consumptieprijzen van het jaar *n*-2 en het indexcijfer der consumptieprijzen van het jaar 1997. De behaalde resultaten worden op het dichtstbijzijnde honderdtal euro's afgerond.

Art. 4. De in artikel 1 van de Code bedoelde bedragen vermeld in de volgende besluiten van de Waalse Regering worden onder dezelfde voorwaarden aangepast en op dezelfde wijze als die bedoeld in de artikelen 2 en 3 :

a) besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de aankoop van een woning;

b) besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning;

c) besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen;

d) besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

e) besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd;

f) besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de inrichting door natuurlijke personen van woningen, waarvoor een overeenkomst is afgesloten tegen een bescheiden huur;

g) besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 betreffende de toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelagen;

h) besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot invoering van een premie voor de aanpassing van woningen ten behoeve van gehandicapte personen;

i) besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

j) besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypotheekleningen van de "Société wallonne de Crédit social".

Art. 5. § 1. In artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 betreffende de adviescomités van huurders en eigenaars bij de openbare huisvestingsmaatschappijen vervallen de leden 1, 2 en 3.

§ 2. In artikel 8, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" vervalt het derde lid.

§ 3. In punt 7 met als opschrift "Soorten hypothecaire kredieten en rentevoeten" van het Sociaal Hypothecair Krediet als bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de "Société wallonne de Crédit social" wordt het laatste lid vervangen als volgt: "Het GBI wordt verhoogd met 1.860 euro per persoon ten laste".

§ 4. Bijlage 1 bij het besluit van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

§ 5. De bijlage bij het reglement van het Sociaal Hypothecair Krediet gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypotheekleningen van de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) wordt vervangen door de bijlage II bij dit besluit.

Art. 6. Het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verleent aan jongeren die een hypothecaire lening aangaan om eigenaar van een eerste woning te worden, wordt gewijzigd als volgt:

1° het opschrift van het besluit wordt vervangen als volgt: "besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden van de door het Gewest verleende "Tremplin"-lening";

2° Artikel 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"3° Woning: de in het Waalse Gewest gelegen woning waarvan de verkoopwaarde niet hoger is dan € 150.000 in geval van aankoop en in geval van aankoop samen met renovatie, of waarvan de bouwkosten of de kosten voor de aankoop van een nooit betrokken gebouw niet hoger zijn dan € 150.000, exclusief grond en BTW.

De verkoopwaarde van de woning en de bouwkosten of de kosten voor de aankoop van een woning, exclusief grond en BTW, die nooit betrokken is, worden vastgelegd op de waarde van de gemiddelde prijs van de gewone woonhuizen van het arrondissement exclusief grond en BTW waarin de woning is gelegen, op grond van de statistieken van het jaar n-2 van het Nationaal Instituut voor de Statistiek als de waarde van die gemiddelde prijs hoger is dan € 150.000";

3° in artikel 2, eerste lid, van hetzelfde besluit vervallen de bewoordingen "en loopt minimum vijftien jaar" en de bewoordingen "De rentevoet kan eventueel na het tiende, het vijftiende of het twintigste jaar worden herzien";

4° in artikel 3 van hetzelfde besluit vervallen de §§ 1 en 2;

5° in artikel 4 van hetzelfde besluit worden de bewoordingen "de regels voor de behandeling van de dossiers in verband met de aanvragen om de "lening jongeren"" vervangen door de bewoordingen "de regels voor de behandeling van de dossiers voor de aanvraag van een "Tremplin"-lening".

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid:

« Voor de in 2009 en 2010 aangegane leningen bestaat de in artikel 1 bedoelde tegemoetkoming van het Gewest in de verlening van een toelage gedurende de acht eerste jaren van de leningen:

- 100 euro per maand gedurende de twee eerste jaren van de lening;
- 50 euro per maand gedurende de zes volgende jaren. »

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 9. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE I

"Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie"

Categorie	Nevenschaal	GBI van	tot
I	1		€ 11.400,00
	2	€ 11.400,01	€ 13.650,00
II	1	€ 13.650,01	€ 16.000,00
	2	€ 16.000,01	€ 18.200,00
	3	€ 18.200,01	€ 20.500,00
	4	€ 20.500,01	€ 22.700,00
	5	€ 22.700,01	€ 25.000,00

Categorie	Nevenschaal	GBI van	tot
III	1	€ 25.000,01	€ 27.500,00
	2	€ 27.500,01	€ 30.000,00
	3	€ 30.000,01	€ 32.500,00
	4	€ 32.500,01	€ 35.000,00
	5	€ 35.000,01	€ 37.500,00

Met 1.860 euro per kind ten laste te verhogen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de modaliteiten voor de aanpassing van de bedragen bedoeld in artikel 203 van de Waalse Huisvestingscode.

Namen, 13 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE II

“Société wallonne du Crédit social”

Categorie	Nevenschaal	GBI van	tot
I	1		€ 11.400,00
	2	€ 11.400,01	€ 13.650,00
II	1	€ 13.650,01	€ 16.000,00
	2	€ 16.000,01	€ 18.200,00
	3	€ 18.200,01	€ 20.500,00
	4	€ 20.500,01	€ 22.700,00
	5	€ 22.700,01	€ 25.000,00
III	1	€ 25.000,01	€ 27.500,00
	2	€ 27.500,01	€ 30.000,00
	3	€ 30.000,01	€ 32.500,00
	4	€ 32.500,01	€ 35.000,00
	5	€ 35.000,01	€ 37.500,00

Met 1.860 euro per kind ten laste te verhogen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de modaliteiten voor de aanpassing van de bedragen bedoeld in artikel 203 van de Waalse Huisvestingscode.

Namen, 13 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2008/00885]

Raad van State. — Onverenigbaarheden. — Afwijking

Bij koninklijk besluit van 13 november 2008 wordt de heer Denis Delvax, auditeur bij de Raad van State, gemachtigd om aan de « Université libre de Bruxelles », tijdens de academiejaren 2008-2009 en 2009-2010, zijn mandaten van assistent voor de cursussen « droit administratif général » (2 keer 12 uur/jaar) en « droit public économique » (2 keer 12 uur/jaar), voort te zetten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2008/00885]

Conseil d'Etat. — Incompatibilités. — Dérogation

Par arrêté royal du 13 novembre 2008, M. Denis Delvax, auditeur au Conseil d'Etat, est autorisé à poursuivre à l'Université libre de Bruxelles, durant les années académiques 2008-2009 et 2009-2010, ses mandats d'assistant pour les cours de droit administratif général (2 fois 12 heures/an) et de droit public économique (2 fois 12 heures/an).